

Pensée incorrecte

par Pascal de Sutter /

Psychologue politique.

AVONS-NOUS BESOIN DE PLUS OU DE MOINS DE DIPLÔMÉS EN MÉDECINE ?

Les conditions d'accès aux études de médecine vont donc encore changer. Bref historique : en 1997, le gouvernement instaure un *numerus clausus* pour limiter le nombre de médecins en Belgique. On le supprime en 2008 de manière unilatérale en Communauté française, sans tenir compte de la Flandre, qui le maintient. Avec, pour conséquence, un surnombre de diplômés francophones par rapport aux numéros d'Inami disponibles en Belgique. Finalement, la ministre fédérale de la Santé d'alors, Laurette Onkelinx (PS), apaise la situation en permettant aux nouveaux diplômés d'obtenir le numéro leur permettant de travailler.

Soulagement (momentané ?) des courageux étudiants en médecine, soumis depuis des décennies au stress des règles qui changent continuellement. Que dire d'une politique qui fait souffrir ceux qui vont s'occuper des souffrances des citoyens ? Ce cafouillage commu-

nauté-fédéral montre une fois encore les limites du système « à la belge ». Il pose aussi la question de l'immixtion continue du politique dans le fonctionnement des universités. Ainsi donc, le gouvernement va, à nouveau, imposer aux facultés de médecine un *numerus clausus*. Et en même temps, il interdit, notamment, aux facultés de psychologie de limiter leur nombre d'étudiants. Notre société a-t-elle vraiment besoin de moins de médecins et plus de psychologues ? Alors qu'il manque dramatiquement de jeunes généralistes dans les campagnes et qu'il y a pléthore de nouveaux psychologues sans emploi.

Ces tentatives de planifications bureaucratiques – à la soviétique – sont de lamentables échecs. Comment savoir de combien de médecins nous aurons besoin en 2030 ou 2050 ? Certains progrès technologiques réduiront peut-être l'utilité d'en avoir autant ? Ou peut-être que le développe-

ment de la télémédecine nécessitera des milliers de médecins

belges qualifiés pour soigner à distance des malades partout dans le monde ? Le gouvernement francophone entend réduire les diplômés en médecine mais augmenter les autres étudiants universitaires. Il exige qu'ils réussissent plus facilement mais soient mieux formés. Et ce miracle de la miracologie devrait se produire avec un budget en baisse constante (rien que durant les 16 dernières années, l'allocation par étudiant a diminué de 15 %, selon le Conseil des recteurs des universités francophones de Belgique). L'université ne devrait pas coûter plus cher aux étudiants, ni aux contribuables, mais former plus de monde et se maintenir à un haut niveau dans la recherche internationale. La conséquence de ce dogme abracadabrantesque – qui n'existe pratiquement qu'en Belgique – est catastrophique.

Or, on constate dans plusieurs pays démocratiques où les universités sont plus libres et plus autonomes que cela va beaucoup mieux. Il y a, notamment, chez eux proportionnellement plus d'étudiants d'origines modestes qui réussissent que chez nous. Leurs universités sont mieux classées à l'international. L'argent des contribuables est plutôt utilisé pour les bourses aux étudiants plus défavorisés ou pour financer des recherches spécifiques. Le reste du coût de l'enseignement universitaire est logiquement financé par les utilisateurs eux-mêmes. Les étudiants paient donc plus cher mais au bout du compte, ils sont souvent gagnants. Il ne s'agit surtout pas de reproduire stupidement le système américain comme nous le faisons trop souvent. Il est préférable d'adopter des solutions inventives qui correspondent aux valeurs et aux besoins de notre société. Donnons la parole aux étudiants, aux chercheurs et aux enseignants universitaires pour proposer des pistes novatrices. La gestion politicienne des universités a montré ses limites. Comme on dit en médecine : c'est une urgence.

Mais rien ne vous oblige à penser comme moi... ●